INTERVENTION COMMUNISTE

PCRF
Parti Communiste Révolutionnaire de France

JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE

N° 151 Supplément — Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous ! — 1er mai 2019

Élections européennes : Aucun soutien aux candidats du Capital et aux défenseurs de "l'Europe sociale".



Vote blanc !

Le 26 mai prochain doivent avoir lieu les élections dites "pour le Parlement européen". Il s'agit pour la bourgeoisie monopoliste, à l'échelle de l'UE comme à celle de la France, d'obtenir le consensus des peuples pour mener à bien sa politique anti-populaire. Notre parti n'a pas les moyens financiers pour présenter une liste qui dirait : "*Brisons avec l'Union Européenne du capital, imposons la satisfaction de nos revendications, l'Europe que nous voulons sera socialiste et cela nécessite de renverser le capitalisme en France !*". Une telle campagne, c'est au bas mot 1 million d'euros ! Notre position sur l'Union Européenne est exprimée dans la déclaration de l'Initiative des Partis Communistes Européens, publiée dans notre dernier numéro et sur notre site Internet (www.pcrf-ic.fr) : Là où c'est possible, présenter des listes. Nous appelons au succès des listes du KKE (Parti Communiste de Grèce), dont les députés représentent à Bruxelles le prolétariat révolutionnaire de l'UE, et des partis communistes qui se prononcent contre l'UE du capital, pour sa rupture et pour le socialisme.

L'UE n'est pas réformable, pas plus que l'État bourgeois dont elle est le bras prolongé. Fondée dans la foulée de l'OTAN, de la Communauté Économique du Charbon et de l'Acier, cette union était une arme contre l'URSS et les pays socialistes, contre les travailleurs et les Partis communistes, et contre les syndicats de classe. Fondée par 6 pays de l'OTAN (dont la France), elle s'est élargie à 28 sur la base de l'adhésion préalable à celle-ci (sauf 4 exceptions confirmant la règle), pour neutraliser l'opposition des peuples. Aujourd'hui, l'UE participe avec l'OTAN à tous les coups contre les peuples avec les États-Unis : Yougoslavie depuis 1990 et lors de la guerre de 1999, occupant le Kosovo ; Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Centre-Afrique, Tchad, Nigeria… Et la Colombie vient de signer un accord de partenariat ! En décembre, un accord a été signé, dit de *"Coopération Structurée Permanente"* (Pesco), accord qui pose les bases d'une armée "européenne", s'inscrivant dans l'OTAN et en même temps pour répondre à l'aggravation des contradictions inter-impérialistes entre l'UE, les États-Unis, la Russie et la Chine, et entre… les puissances de l'UE. Elle soutient Netanyahou et le gouvernement d'Israël contre les Palestiniens et les Israéliens progressistes.

L'UE, c'est la guerre !

Dans tous les pays de l'Union comme sur tout le continent, c'est l'offensive contre les travailleurs : attaque contre les retraites, blocage des salaires, heures supplémentaires contraintes, démantèlement du Droit du travail, renforcement des pouvoirs de la police, aggravation de la sélection sociale à l'école, privatisations des systèmes d'éducation, de santé, des transports en commun, des secteurs publics, démantèlement des services publics, la galère pour se loger correctement... L'environnement est sacrifié et on veut faire payer les travailleurs pour le financement du "capitalisme vert".
L'UE, c'est 16,6 millions de chômeurs reconnus, auxquels s'ajoutent 43 millions de sous-employés et le nombre des pauvres et des personnes sous le seuil de pauvreté est de 110 millions, chiffre officiel !

L'UE, union inter-étatique capitaliste, c'est la misère et l'exploitation pour le plus grand nombre, c'est l'avenir bouché pour la jeunesse !

L'extrême-droite Le Pen, Wauquier, Macron, Dupont-Aignant, Asselineau et son Frexit, c'est le programme de l'UE avec des nuances qui sont les leurs, pas les nôtres !

Le PS avec Glucksmann, nous connaissons, c'est la politique menée par la bourgeoisie française et européenne depuis 1945 au nom de "l'Europe sociale et écologique".
La France Insoumise et le PCF, c'est l'Europe sociale sur l'air des lampions, mais pas de rupture avec le capital, et le mensonge de la renégociation des traités, tout en restant, ce qui est impossible juridiquement et ils le savent ! Les trotskistes de LO, en bon chiens savants, vous dénoncent la politique réactionnaire du capital, tout en vous assurant qu'ils sont contre les frontières et donc pour le cadre de l'UE !

Alors nous appelons les travailleurs à voter blanc : nous ne nous désintéressons pas des élections, c'est une bataille au même titre que les législatives ; il faut une attitude d'opposition active, il faut que la classe ouvrière montre qu'elle rejette l'ensemble des listes présentées sur une base politique et non pas sur une abstention (dont la force comptera de toute façon) qui reste une opposition passive.

Alors, le 26 mai 2019, le vote blanc sera le vote rouge !

Paris, le 15 avril 2019 - ***Le Comité Central du Parti Communiste Révolutionnaire de France***



Le fondateur de Wikileaks a été enlevé de l'ambassade d'Équateur par la police britannique, avec la complicité du président Moreno. Les journalistes de la ''grande'' presse bourgeoise (Libération, Le Monde…), qui se prétendent les gardiens de la liberté de la presse, se taisent, en bons « chiens serviles du capital » au service de l'impérialisme US, avec ou sans Trump.
Travailleurs, participez aux manifestations, organisez la solidarité ! (Prenez contact avec le site du Grand Soir).
Il faut sauver Assange, qui est menacé de mort !

Le Comité Central du Parti Communiste Révolutionnaire de France

POUR UN PREMIER MAI OFFENSIF ET REVOLUTIONNAIRE

Le KKE dénonce les résolutions du Parlement européen sur l'usage de la violence contre les manifestations

Le groupe du KKE au Parlement européen dénonce les deux résolutions inacceptables soumises à la session plénière du Parlement Européen sur « *le droit à la protestation pacifique et l'utilisation analogue de la violence* ».

La première est cosignée par le Parti Populaire Européen, les réformistes libéraux et Conservateurs, la seconde est cosignée par le social-démocrate et dénommé parti « de la Gauche Européenne » (PGE) *[Ndlr : Rappelons que le PCF est membre du PGE...]* /NGL et les Verts. **Ce sont des résolutions condamnables toutes deux également, même si elles sont en compétition l'une et l'autre ; car c'est à celle qui pourra le mieux justifier et légitimer la violence barbare contre les manifestations populaires dans un certain nombre d'États Européens.**

Non seulement l'une et l'autre n'entrent pas en conflit, mais chacune complète l'autre, tant elles sont réellement réactionnaires. Elles se réfèrent aux « valeurs » de l'UE et à ses « droits statutaires ». La première nous rappelle que les bases de la « charte », la liberté de réunion et de parole, « *sont sujettes à des restrictions prescrites par la loi, et nécessaires dans une société démocratique dans l'intérêt du maintien de l'ordre des États et de la sécurité nationale, de l'intégrité du territoire et de l'ordre public* ». La seconde souligne que «*les restrictions des droits fondamentaux et le principe du respect de la légalité, doivent être nécessaires et proportionnelles.*»

Les deux utilisent les mêmes mots précis pour condamner « *les interventions disproportionnées des autorités de l'État au cours des manifestations et des protestations pacifiques* ». Elles pressent « *les États membres de ne pas utiliser une force excessive contre les protestataires pacifiques* ». La première, la « conservatrice », insiste sur le fait que les Traités de l'UE exigent le respect de « *la compétence des États membres à maintenir l'ordre et la sécurité* ». L'autre, la « progressiste », reconnaît que « *la police, qui a aussi de nombreuses victimes, opère dans des conditions difficiles, spécialement à cause de l'hostilité de quelques protestataires, mais aussi parce que leur charge de travail est excessive* » ! Les deux, utilisant le même discours, encouragent « *le renforcement de la participation active des officiers de police des États Membres à la formation par l'Académie de police (CEPOL) pour le maintien de l'ordre Public* ».

L'une, « conservatrice », affirme que « *l'exercice des libertés, donnant des devoirs et des responsabilités, peut être sujet à des formalités, des conditions, des restrictions ou à des sanctions* » ; la seconde, « la progressiste », demande aux États Membres "*d'assurer que l'usage de la force par le renforcement du droit des autorités soit toujours légal, proportionnel, nécessaire et en dernier ressort*". La différence « progressiste » se trouverait dans sa demande aux États Membres d' « *assurer que toutes les armes (l'équipement de la police) soient évaluées et testées indépendamment avant d'être mises sur le marché* »...

Les deux résolutions reconnaissent le droit absolu de l'État bourgeois de restreindre la liberté de se rassembler, de parole et d'expression, dans l'ensemble, les libertés du peuple, dans le but d'assurer l'ordre et la sécurité de ses capitalistes, pour protéger leur pouvoir. Elles légitiment honteusement la violence et la répression de la police, l'autoritarisme et la répression brutale des mécanismes de l'État aussi longtemps qu'elles sont « *proportionnelles à la loi et nécessaires* ». Et ensuite, elles les envoient au Collège de la Police de l'UE pour faire leur classes !

Le KKE s'oppose avec véhémence à la violence policière, dans son ensemble, contre le peuple. Il n'accepte pas la qualification de « légitimité » et de « nécessité » ; non, la police n'est pas « *blanche comme neige* »; le KKE n'accepte aucune excuse à son sujet. Il révèle que la répression est un complément nécessaire de la politique anti-populaire de l'UE et de tous ses gouvernements, du gouvernement Macron en France à SYRIZA en Grèce, des gouvernements de centre-droite et de centre-gauche en Espagne au Gouvernement Orban en Hongrie, à ceux de Pologne et de Roumanie, la répression est partout la même. Elle frappe les droits populaires, elle est le bras armé des monopoles contre les travailleurs et leurs droits.

Les États bourgeois et leurs gouvernements ont le pouvoir de définir la violence comme « légitime » ; ils ont le pouvoir de juger de sa "proportionnalité" au nombre de têtes fêlées, de blessés et même de manifestants morts. Quiconque parle de la « *légitimité, proportionnelle et de nécessité* » de la violence d'État arme sa main barbare contre le peuple et ses droits, afin qu'une poignée d'exploiteurs puisse imposer ses propres intérêts.

La détérioration morale des opportunistes et sociaux-démocrates du PGE ne peut être évacuée. On ne pouvait espérer autre chose d'un groupe politique dans lequel SYRIZA, dont le gouvernement a fait un étalage spectaculaire de répression, a tenu une place proéminente, en déclenchant la violence d'une police brutale en réprimant violemment les manifestations des retraités, des étudiants, des professeurs face à la statue de Truman, les «tribunaux agraires » contre la lutte des fermiers et les blocus.

Les résolutions des « néolibéraux » et de « l'alliance progressiste » montrent leur engagement stratégique à défendre le pouvoir bourgeois, le chemin du développement capitaliste. Le soi-disant « Front du Progrès » auquel SYRIZA appartient est du même côté que « le conservateur » contre les travailleurs.

Toutes celles et ceux qui se définissent comme militants de gauche, progressistes, radicaux, qui ont participé aux manifestations dans les rues pour les droits du peuple doivent tirer les conclusions au sujet des nouveaux sociaux-démocrates opportunistes, particulièrement de SYRIZA, pour les services incalculables qu'ils rendent pour stabiliser et maintenir le système capitaliste barbare, pour contrôler le peuple avec à la fois la carotte et le bâton.

Ils doivent se joindre aux KKE sur tous les fronts de la lutte, prendre leur place dans le Front réel du peuple, l'Alliance sociale, contre les monopoles et leur pouvoir.

Pour son 70ème anniversaire, il n'y a qu'une chose à dire : l'OTAN doit être détruite !

Déclaration du secrétariat de l'Initiative communiste européenne

L'OTAN a été créée il y a soixante-dix ans, en 1949, afin de bloquer l'influence idéologique et politique du socialisme et de l'Union soviétique, influence qui s'était considérablement accrue après la Seconde Guerre mondiale, ainsi que son pouvoir militaire. Dès sa création, l'OTAN est devenue l'un des quartiers généraux de l'anticommunisme et une alliance impérialiste visant à enrayer la montée de la classe ouvrière. Sa politique de guerre a consisté en un harcèlement militaire sans relâche menaçant d'attaques militaires directes, y compris nucléaires, contre les pays qui construisaient le socialisme, politique à laquelle a répondu la signature en mai 1955 du Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle à Varsovie.

L'OTAN a été responsable des attaques criminelles contre les communistes dans les États membres et le centre d'organisations de contre-guérilla. Elle a été un outil facilitant les objectifs expansionnistes de l'impérialisme, par la manipulation et le rétablissement du cadre politique dans certains pays, en fonction des intérêts de ceux qui sont au sommet de la hiérarchie, et par la création d'un espace politique propice aux idées contre-révolutionnaires.

Une autre conséquence désastreuse de sa création a été la course aux armements, qui, d'un côté, a permis de créer un nouveau et énorme marché pour l'accumulation de capital pour les monopoles et, de l'autre, que le capitalisme porte un coup dur au socialisme, obligé d'allouer d'importantes ressources qui auraient pu améliorer plus rapidement les conditions de vie de la classe ouvrière et des travailleurs.

L'impérialisme a intensifié ses opérations d'agression en Ukraine, dans les Balkans, au Moyen-Orient, en Asie, en Amérique latine et partout dans le monde. Les États-Unis utilisent l'appartenance à l'OTAN comme un outil leur permettant d'aligner sur sa politique des pays comme le Brésil et la Colombie, où leurs collaborateurs sont au pouvoir, tout en rétablissant son hégémonie en Amérique latine. D'autre part, l'OTAN rend possible l'incitation au nationalisme en tant que moyen d'accroître l'exploitation des peuples des Balkans. En outre, des initiatives sont prises au Moyen-Orient afin de créer un bloc d'États arabes contre l'Iran, créant ainsi un clivage au service du capital.

La résolution sur l'augmentation des « dépenses de défense », approuvée lors du dernier sommet de l'OTAN, impose clairement à tous les États membres d'augmenter le budget de leurs machines de guerre par la réduction des dépenses budgétaires nécessaires pour répondre aux besoins fondamentaux des populations. L'OTAN menace gravement l'avenir de l'humanité en accélérant la course aux armements nucléaires.

D'autre part, la crise du système capitaliste-impérialiste s'aggrave et se manifeste dans le relâchement des alliances impérialistes, par des recherches poursuivies par les États impérialistes en Europe les concernant uniquement, et par la détérioration de la force de persuasion du capitalisme vis-à-vis des masses populaires. L'accord PESCO (Coopération structurée Permanente), signé par les États membres de l'UE afin de créer leur propre machine de guerre sous le masque de "sécurité et défense" et l'évocation fréquente d'une armée européenne, est une manifestation de cette crise. Cependant, l'alternative à l'OTAN ne saurait être une autre alliance militaire capitaliste, un autre "pôle" ou "sauveur" de caractère capitaliste, ni en Europe, ni dans d'autres régions. Les seuls moyens d'assurer la paix contre l'agressivité croissante du capitalisme sont le socialisme, la fraternité de la classe ouvrière.

L'OTAN est une organisation de guerre active depuis soixante-dix ans. Le casier judiciaire de ces soixante-dix ans est truffé de mensonges, d'extorsions, de meurtres et de massacres. Pour son soixante-dixième anniversaire, il n'y a qu'une chose à dire : l'OTAN doit être détruite ! L'humanité éliminera l'impérialisme, l'ennemi juré de la paix et de la sécurité dans le monde, et ses organisations telles que l'OTAN, la PESCO et l'UE.

Pour cette raison, la lutte contre l'organisation contre-révolutionnaire OTAN ne peut jamais quitter l'agenda des communistes. En tant que partis communistes et ouvriers de l'Initiative communiste européenne, nous continuerons à lutter pour faire fermer toutes les bases militaires de l'OTAN et pour expulser l'OTAN et tous ses membres de nos pays et de notre région. Nous continuerons à lutter ensemble pour détruire cette organisation criminelle avant qu'elle ne fasse plus de mal. Nous continuerons à nous organiser pour établir le socialisme-communisme.

À bas l'impérialisme!

Vive le socialisme!